



MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA COHESION SOCIALE
MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS, DE LA SANTÉ ET DE LA FAMILLE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET
SOCIALES
DE LA VIENNE

Mise à jour : mai 2005

SANTÉ-ENVIRONNEMENT

PROTECTION DES CAPTAGES

DESTINÉS À LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

<u>Commune(s) :</u>	Montreuil Bonnin
<u>Captage(s) :</u>	<i>Forage à l'infra-toarcien de : «La Preille»</i>
<u>Maître d'ouvrage :</u>	SIAEP de MONTREUIL-BONNIN

SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

Avis de l'Hydrogéologue agréé : Septembre 1991

Arrêté de DUP : **08/07/1994**

Inscription aux Hypothèques : 22/09/1994

Pièces jointes à ce document : ➤ Cartographie des périmètres de protection
 ➤ Arrêté préfectoral de DUP

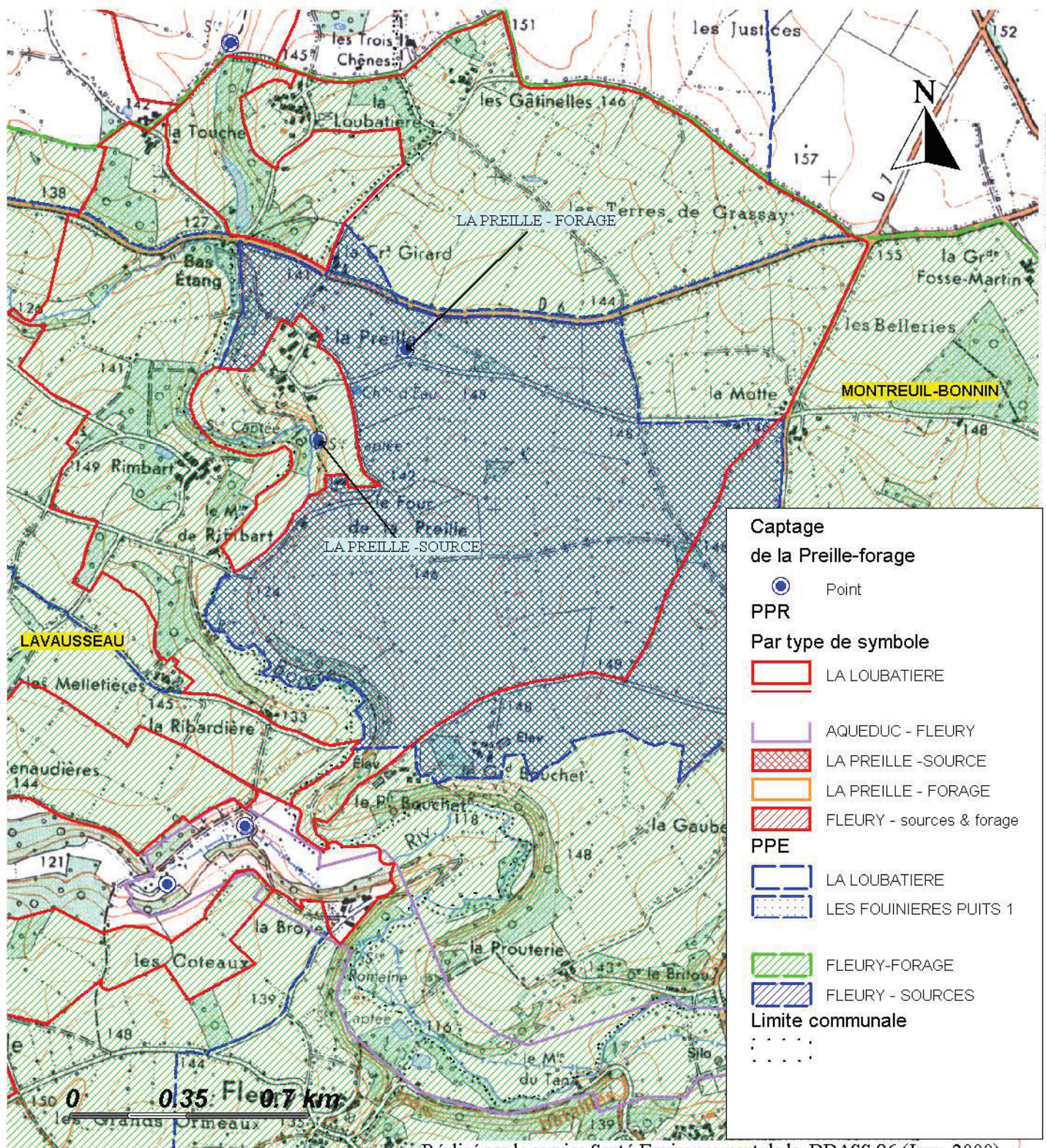


Commune de Montreuil-bonnin

Périmètres de protection du captage de La Preille-forage

Maître d'ouvrage : SIAEP MONTREUIL-BONNIN

Gestionnaire : SIVEER



PREFECTURE DE LA VIENNE

ARRETE n° 94-D2/B3-096

en date du 6 JUIL. 1994

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

DOSSIER SUIVI PAR :

M. Didier GRANDPRE

DG/SL N°096

TEL : 49 55 71 21

portant déclaration d'utilité publique de travaux
projetés par le SIAEP de MONTREUIL-BONNIN en
vue de l'exploitation des ressources en eau du captage de
LA PREILLE - 1 forage - (dérivation des eaux
souterraines, protection du captage, distribution des
eaux).

**Le Préfet de la Région Poitou-Charentes,
Préfet de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'article 113 du code rural sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source
ou d'eau souterraine ;

VU le Code de la Santé Publique notamment les articles L 20 et L 20-1 ;

VU la loi n°1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à
la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n°92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret modifié n°67-1094 du 15 Décembre 1967 sanctionnant les infractions à la
loi du 16 Décembre 1964 ;

VU le décret n°89-3 du 3 Janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la
consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles notamment son article 16, et l'arrêté
du 10 Juillet 1989 relatif à la définition des procédures ;

VU le décret 92-1041 du 24 Septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension
provisoire des usages de l'eau ;

VU le décret 93-742 du 29 Mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de
déclaration ;

VU le 93-743 du 29 Mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à
autorisation ou à déclaration notamment l'article 2 ;

VU la délibération du SIAEP de MONTREUIL-BONNIN en date du 23/02/1993
demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines au lieu-dit la PREILLE, portant engagement
d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation, et demandant l'instauration de périmètres de
protection de ce captage ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 19/02/1992 ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

B.P. 589 - 86021 POITIERS CEDEX
TÉLÉPHONE 49.55.70.00 - MINITEL 3614 LAPREF - TÉLEX 790 360 F
BUREAUX OUVERTS DE 9 HEURES A 17 HEURES

.../...

VU l'avis du Directeur Départemental des Actions Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU le dossier et les résultats de l'enquête qui a eu lieu en application de l'arrêté préfectoral du 5 Avril au 10 Mai 1994 ;

VU l'avis du Commissaire-enquêteur, en date du 26 mai 1994 ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne,

ARRETE

ARTICLE 1er - Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le SIAEP de MONTREUIL-BONNIN, consistant en :

- le captage d'eau souterraine au lieu-dit La Preille - commune de MONTREUIL-BONNIN,
- création de périmètres de protection de ce captage et institution des servitudes afférentes
- la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine.

SECTION I - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Le SIAEP est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le captage exécuté sur le territoire de la commune de MONTREUIL-BONNIN.

ARTICLE 3 - Le volume à prélever par pompage par le syndicat ne pourra excéder 1920 m³/(80 m³/heure) en continu et 2160 m³/jour en pointe (90 m³/heure) pendant 100 jours.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le Syndicat devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le PREFET sur le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 4 - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le SIAEP à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 5 - Conformément à l'engagement pris par le Comité syndical dans sa séance, le SIAEP de MONTREUIL-BONNIN devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par dérivation des eaux.

SECTION II - PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 6 - il est établi autour de l'ouvrage de captage deux périmètres de protection dans les limites indiquées par le géologue et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux.

PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

6-1 Périmètre de protection immédiate
--

Il occupera la parcelle n°246, section A4 du plan cadastral de la commune de MONTREUIL-BONNIN. (environ 2500 m²)

Les terrains seront acquis en toute propriété par le Syndicat, clos, protégés contre les eaux extérieures et entretenus. L'accès sera limité aux agents du service de l'eau. Toutes activités autres que celles liées au service seront interdites.

6-2 Périmètre de protection rapprochée

Il couvre une superficie de 378 ha et concerne les parcelles suivantes :

- Commune de MONTREUIL-BONNIN :

Section A5 : en entier,

Section A4 : sauf partie située au Nord du chemin rural du Bois à la Fosse Martin,

Section A3 : partie de la section A3 comprise entre le chemin rural de LAVAUSSEAU au MELLIE et le chemin rural du Bois à la Fosse Martin.

- Commune de LAVEAUSSEAU :

Section B3 :

- . La Loubatière sauf parcelles n°253 à 258,
- . Champ de la Treille (toutes les parcelles),
- . La Touche : parcelles n°306, 308, 310 à 315, 590 à 593, 325 à 337.

Section C2 :

Plaine du Chevaufeu : parcelles n°777, 451, 453 à 455 et 452 dans sa partie limitrophe avec 451 et 453.

- . Bas Etang : toutes les parcelles,
- . Champs du Roc : parcelles n° 422 à 424,
- . Rimbard : toutes les parcelles sauf 470, 472 et 473,
- . Le Terrageau : parcelle n°499.

Section C3 :

- . Les Melletières : parcelles n°530, 531, 780, 781, 546 à 550,
- . La Ribardière : toutes les parcelles sauf n°554, 555, 566 à 569.

Un tableau en annexe résume les activités interdites et réglementées dans ce périmètre.

La réglementation spécifique est détaillée ci-dessous en reprenant les numéros des rubriques du tableau de l'annexe 1.

sont soumis à autorisation préfectorale, après avis géologique :

4 - Le remblaiement des excavations ou carrières existantes.

Ces remblaiements ne seront possibles qu'à partir de matériaux inertes et non solubles.

6 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elle soient brutes ou épurées. L'étanchéité des conduites devra être éprouvée.

7 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

.../...

8 – Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature (s'agissant d'installations autres que domestiques ou agricoles: stockages annuels nécessaires au fonctionnement des exploitations agricoles).

12 – Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et tous produits de substance destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures (s'agissant de stockages autres qu'annuels pour les besoins des exploitations agricoles).

Les autorisations accordées au titre des diverses polices administratives (Installations classées, carrières, police des eaux, code de la santé publique, etc..) devront prescrire toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la qualité actuelle et future de l'eau. Un avis géologique sera sollicité avant la délivrance des autorisations.

Une attention particulière sera apportée à la réalisation des nouveaux puits. Les autorisations délivrées après avis géologique définiront les prescriptions techniques à respecter (tubage, cimentation) et les modalités de contrôle des travaux. Les frais d'étude qui pourront être prescrits seront à la charge du pétitionnaire.

Sont interdits : L'Installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux

6.3 – Dérogations aux interdictions

A titre exceptionnel, des dérogations aux interdictions prévues aux articles précédents pourront être accordées par arrêté préfectoral après avis de l'hydrogéologue agréé et du Conseil Départemental d'Hygiène.

ARTICLE 7 – Règlementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté.

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloigné ou rapproché à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 8 – Règlementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté.

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt soumise à autorisation préfectorale conformément à l'article 6.2 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au Préfet du département concerné, en précisant :

La localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

Les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

.../...

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique, éventuellement prescrite par l'Administration, sera faite par le géologue officiel aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités réglementées visées à l'article 6.2 pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 9 – Le Président du SIAEP de MONTREUIL-BONNIN est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation du projet (périmètre de protection immédiate).

ARTICLE 10 – SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret 67-1094 du 15 Décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée 64.1245 du 16 Décembre 1964, et les articles 22 à 30 de la loi sur l'eau 92-3 du 3 Janvier 1992 sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, etc..)

ARTICLE 11 – Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques (délai maximal 2 mois).

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le Président du Syndicat est chargé d'effectuer ces formalités.

SECTION III – DISTRIBUTION DES EAUX

ARTICLE 12 :

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la Santé Publique et le décret n° 89-3 du 3 Janvier 1989 modifié.

Elles devront notamment faire l'objet du traitement figurant au dossier de demande :

– Dilution nécessaire pour rabaisser le taux de fluor.

Le procédé de traitement, son installation , son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

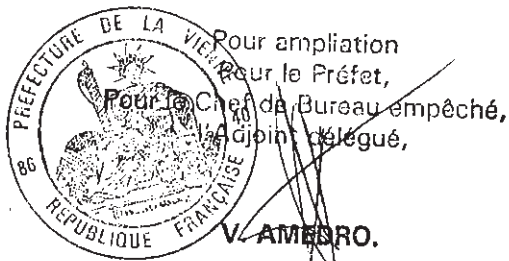
Elle devra notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution.

Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de ce service.

SECTION IV - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 13 - Le Secrétaire Général de la Vienne, les Maires de MONTREUIL-BONNIN et LAVAUSSEAU, le Président du SIAEP de MONTREUIL-BONNIN, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental de l'Équipement, l'Ingénieur des Mines, l'Inspecteur des Établissements Classés, le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Fait à POITIERS, le 8 JUIL. 1994



Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet
Directeur de Cabinet

Franck ROBINE

PERIMETRES DE PROTECTION
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché			Périmètre éloigné	
		Interdiction	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)
1	La création de forage ou de puits			X		
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières			X		
3	L'ouverture d'excavations autres que carrières			X		
4	Le remplissage des excavations ou des carrières existantes		X			
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'ordures, de déchets, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				
6	L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées		X			
7	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux		X			
8	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature		X			
9	L'établissement de toutes constructions souterraines ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau			X		
10	L'épandage et l'incinération de lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle			X		
11	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail			X		
12	Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X			
13	L'épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols			X		
14	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures			X		
15	L'établissement d'étables ou de stabulations libres			X		
16	Le pacage léger des animaux			X		
17	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X		
18	Le déboisement			X		
19	La création d'étangs			X		
20	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes			X		
21	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation			X		
22						
23						
24						

(1) Réglementation spécifique à la protection du point d'eau

(2) Réglementation générale existante ou future (POS, RSD...)

1 - A l'intérieur du périmètre de protection immédiat - Sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau

2 - A l'intérieur des périmètres de protection rapproché et éloigné. - Sont interdites ou réglementées, conformément au tableau, les activités ci-dessus :

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en date de ce jour
PC 17... 1988
8 JUIL 1991